

INTERDICTION PROVISOIRE  
DE STATIONNEMENT  
**79 Boulevard Nostradamus**

**PUBLIÉ LE 13 FEV. 2026**

## **ARRÊTÉ**

### **LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU la demande en date du 11 février 2026 formulée par l'entreprise SLIMANI Kamel KFCE sise 1554 Avenue de Sylvanes 13130 Berre l'Etang concernant la reprise de la gouttière et la corniche,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer le stationnement des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** - Afin de permettre la reprise de la gouttière et la corniche, **le stationnement de tous les véhicules, à l'exception de celui du pétitionnaire, est provisoirement interdit sur deux (2) emplacements matérialisés au sol situé au plus près du 79 bd Nostradamus :**

**Le 19 février 2026**

**ARTICLE 2** - Les véhicules en infraction, visés à l'article 1 seront considérés comme gênants et feront l'objet d'une mise en fourrière.

**La circulation des piétons est interdite sur le trottoir au droit du chantier.**  
L'entreprise aura la charge de dévier la circulation de ses derniers pour assurer leurs sécurités.

**ARTICLE 3** – Sous la Directive des Services Techniques Municipaux, **la présignalisation et la signalisation de l'interdiction seront mises en place par le pétitionnaire, 8 jours avant le début des opérations.**

**ARTICLE 4** –Le pétitionnaire doit acquitter une redevance fixée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2024.

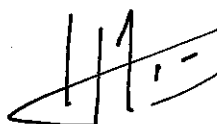
**Elle est de 17,00€ par emplacement et par jour. Frais de gestion : 5€/ dossier**

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**ARTICLE 6** - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SALON, le

**12 FEV. 2026**



P/Le Maire,  
Par Délégation, Hervé MIRA  
Directeur de la Sécurité Publique  
et des Préventions

